Appel des organisations solidaires de la lutte du peuple kanak

A l'approche de l'échéance référendaire, un meeting est organisé à la bourse du travail de Paris (21 mars, 19h, salle Croizat) pour informer sur les enjeux du scrutin d'autodétermination et pour dénoncer les procédés coloniaux toujours à l'œuvre en Nouvelle-Calédonie.

Trente ans après les accords Matignon-Oudinot et après celui de Nouméa, un référendum sur l'accession à la pleine souveraineté de la Kanaky – Nouvelle-Calédonie se tiendra le 4 novembre 2018. Cette consultation référendaire est l'ultime étape d'un combat commencé en 1977. Au terme de l'accord de Nouméa, le peuple calédonien s'exprimera sur son devenir. Cette consultation interrogera les populations locales concernées, seules à pouvoir s'exprimer. C'est donc une affaire strictement locale.

Or ces derniers mois, certains moyens de l'État sont utilisés pour s'ingérer voire s'inviter dans le débat. L'État français ne semble pas prêt à aller jusqu'au bout de son engagement formel pris lors de la signature de l'accord de Nouméa. Tous viennent porter la bonne parole qui est maintenir la France en Kanaky. Quid de la prise de possession unilatérale ? Quid des spoliations de terres ? Quid de l'identité kanak confisquée ?

La formulation de la question qui sera soumise à consultation référendaire, encore non arrêtée, est aussi une autre diversion pour créer de la division et maintenir la suspicion sur les conditions de la sortie. En effet, il est possible que l'indépendance totale ne soit pas l'option proposée au vote.

Quelques jours avant la tenue du Comité des Signataires des Accords de décolonisation (qui rassemble des représentants des partis indépendantistes, non-indépendantistes et de l'État français), **une délégation du FLNKS, dont le porte-parole Daniel Goa, participera au meeting organisé par le Mouvement des Jeunes Kanak de France (MJKF), l'Union Syndicale des Travailleurs Kanak et Exploités (USTKE), le collectif Solidarité Kanaky et l'AISDPK**.

Mercredi 21 mars 2018 à 19h. Bourse du travail de Paris, Salle Croizat, 3 rue du Château d'Eau – 75010 Paris (Métro République)

A l'approche de l'échéance référendaire, les organisations signataires soussignées appellent à participer à la mobilisation pour informer sur les enjeux de ce scrutin d'autodétermination et dénoncer les procédés coloniaux toujours à l'œuvre.

Elles soutiennent les revendications légitimes du peuple kanak et demandent que :

- L'État français respecte l'impartialité et sa parole dans l'accompagnement du processus de décolonisation.
- Soient inscrits tous les Kanak (de droit coutumier et droit commun) sur la liste générale, puis référendaire.
- Le corps électoral spécial, qui marque l'arrêt définitif de la colonisation de peuplement, soit constitué avec sincérité et légitimité.
- La question posée pour la consultation référendaire soit strictement conforme à l'Accord de Nouméa.

Organisations signataires : Mouvement des Jeunes Kanak en France (MJKF) – Union Syndicale de Travailleurs Kanak et des Exploités (USTKE) - Collectif Solidarité Kanaky - Association Information et Soutien aux Droits du Peuple Kanak (AISDPK) - Réseau syndical international de solidarité et de luttes - Union syndicale Solidaires - Confédération Nationale du Travail (CNT) - Union Générale des Travailleurs de Guadeloupe (UGTG) - Sindicatu di i Travagliadori Corsi (STC) - Langile Abertzaleen Batzordeak (LAB) - Réseau Sortir du colonialisme - Survie - Fondation Franz Fanon - Collectif Faty Koumba – Collectif ni Guerre ni Etat de Guerre - Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale/Initiatives Pour un Autre Monde (CEDETIM/IPAM) - Fédération des associations de solidarité avec tous-te-s les immigré-e-s (FASTI) – Collectif de Défense de l'Intégrité et de la Souveraineté des Comores - Alternative Libertaire (AL) - Ecologie sociale - Ensemble ! - Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) – Parti Communiste Français (PCF) -